

DP

# DOMAINE PUBLIC

**Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse**

Indépendant, différent, réformiste depuis 1963

*En continu, avec liens et commentaires, sur [domainepublic.ch](http://domainepublic.ch)*

DP2279

Edition du  
30 mars 2020

DANS CE NUMÉRO

---

**La crise sanitaire est aussi économique** (Jean-Pierre Ghelfi)

Le coronavirus change tout... pour que rien ne change

**Assainir les bâtiments non seulement ici, mais aussi dans de grands pays** (Jean-Daniel Delley)

La Suisse pourrait devenir un modèle dans l'immobilier et en démultiplier l'effet par la coopération internationale

**Les inégalités sociales appellent une réduction différenciée des déplacements** (Michel Rey)

La difficile mise en œuvre de la transition climatique dans le domaine de la mobilité individuelle

**Informatique et mondialisation: la course ou la vie** (Carole Lambelet)

Une réflexion sur la folle accélération des temps

**Expresso**

Les brèves de DP, publiées sur le site dans le Kiosque

# La crise sanitaire est aussi économique

Le coronavirus change tout... pour que rien ne change

Jean-Pierre Ghelfi - 24 mars 2020 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/36259>

Les structures économiques vacillent aussi vite que le coronavirus se propage. Une course contre la montre est engagée à la fois pour sauver des vies et pour ne pas plonger dans une crise profonde. Personne (?) n'aurait imaginé qu'un tel enchaînement d'événements puisse se produire en si peu de temps et chambouler nos existences.

La mondialisation est passée par là. Elle a permis au coronavirus de se répandre dans le monde entier en quelques semaines et tout aussi rapidement de freiner la vie économique.

D'un côté, pour ne prendre qu'elles, les compagnies aériennes transportent quelque 4 milliards de personnes par année (équivalant à la moitié de la population mondiale). D'un autre côté, le commerce international ne cesse de croître depuis quelques décennies. Les entreprises s'échangent en continu leur production. Enfermer les personnes pour limiter la progression de la pandémie entraîne forcément un ralentissement, voire l'arrêt d'un grand nombre d'activités commerciales.

On se trouve dans la position d'un spectateur durant la pause d'un événement sportif, qui a assisté en première partie, quand tout allait bien, à

une belle débauche d'énergie, mais qui ne sait si la partie pourra reprendre. Dans quel état seront les sportifs, auront-ils encore le cœur à l'ouvrage, ou le match sera-t-il interrompu parce que trop de joueurs seront à l'infirmerie?

## La théorie de l'hélicoptère

Les modèles antérieurs sont bousculés. Les prévisions économiques qui annonçaient, à la virgule près, que la croissance serait de tel pourcentage dans tel pays ne sont plus que maculature. Nonobstant ces faits, le [Seco](#) et d'autres présentent déjà des projections qui intégreraient les conséquences de la pandémie, alors qu'on ne sait pas quelles en seront les conséquences effectives dans le pays et ses répercussions sur les échanges internationaux. Bien évidemment, les estimations fournies résultent de modèles mathématiques élaborés sur la base des expériences passées. Elles partent aussi de l'idée que la tempête actuelle sera de courte durée, et que demain sera comme hier, *business as usual*.

Au moins une donnée sera différente. Les pouvoirs publics n'ont pas pour habitude d'intervenir dans la vie économique. Pourtant, les uns après les autres font savoir qu'ils sont prêts à engager des centaines de milliards, voire

des milliers de milliards (42 milliards en Suisse) pour éviter l'explosion du chômage et les fermetures d'entreprises. Sont prévus des reports de paiements d'impôts et de cotisations sociales, des cautionnements, des crédits, voire, aux Etats-Unis, la distribution d'argent directement aux personnes (théorie dite de l'hélicoptère). Tout d'un coup, des sommes faramineuses deviennent disponibles alors que, il n'y a pas si longtemps, on tergiversait pour quelques misérables millions de francs!

Subitement, nous avons changé d'échelle. Pas tant pour les toutes petites entreprises du commerce de détail, de la restauration, du tourisme et des activités culturelles. Mais surtout pour les sociétés plus importantes qui participent de près ou de loin au grand jeu du commerce international et que la mondialisation a rendues interdépendantes. Les flux tendus (*le just in time*) sont l'expression d'une mécanique bien huilée, tout comme les «*produits dérivés*» qui se présentaient comme une gestion optimale de l'épargne — si optimale qu'ils ont provoqué la grande crise financière de 2008.

## Relocaliser?

La pandémie du coronavirus nous révèle la fragilité de

l'économie contemporaine. La crise actuelle se déroule dans une [économie-monde](#) différente de celle du début du siècle. Au cours des 20 dernières années, les chaînes de production sont devenues si intriquées que plus aucun pays ne produit plus rien tout seul. Tous ont besoin des autres. La mondialisation est devenue une réalité globale, aboutissement d'un processus séculaire d'échanges marchands et de division du travail toujours plus accentuée.

Faut-il revenir en arrière, relocaliser les activités qui au fil des décennies ont migré? Est-ce possible? En l'absence d'analyses portant sur les délais, les coûts, les moyens techniques à mobiliser et surtout sur les compétences humaines nécessaires à un retour aux origines, le doute est permis. Des relocalisations sont concevables dans le domaine de l'alimentation. Elles ne sont en revanche pas évidentes pour la plupart des équipements, appareils et instruments de notre vie privée et professionnelle. Qui aurait imaginé il y a encore quelques semaines que les masques, aujourd'hui si recherchés, mais dont la production ne présente pas un intérêt majeur, était devenue une quasi-exclusivité chinoise? Ou que 80% des principes actifs des médicaments étaient mis en boîte dans l'Empire du Milieu – la Chine n'a-t-elle jamais si bien porté ce nom?

Autre conséquence des incertitudes du moment, [les bourses ont dévissé](#). Spectaculairement nous dit-on,

graphes à l'appui. La baisse intervenue serait même plus importante que celle enregistrée lors de la crise financière de 2008. Depuis, les indices boursiers, partout dans le monde, n'ont cessé de franchir des plus hauts, entendez des niveaux qu'ils n'avaient jamais atteints auparavant. Partant de plus haut, il n'est pas surprenant que les chutes soient impressionnantes. Mais les niveaux des cours conservent encore, du moins pour le moment, une confortable marge par rapport à ceux de 2008.

#### **New York Times, 21.03.2020**

Boeing demande à être renfloué à hauteur de 60 milliards de dollars – c'est très exactement le montant que la société a distribué à ses actionnaires depuis 2013, soit 17,4 milliards sous forme de dividendes et 43,1 milliards pour racheter ses propres actions.

Faut-il s'émouvoir du fait que de grandes sociétés perdent en quelques jours 20%, 30%, 40% de leur capitalisation boursière? Ou n'est-ce pas plutôt une juste et nécessaire correction de hausses antérieures qui ne reposaient souvent pas sur de réelles valeurs ajoutées? L'emballlement spéculatif de ces dernières années a été favorisé par une abondance de liquidités disponibles quasi gratuitement grâce à des taux d'intérêt proches de 0%. Et les cours de beaucoup de sociétés ont été dopés par des programmes de rachats de leurs propres actions avec le

but avoué de favoriser la hausse de leur cours...

### **Les entreprises zombies**

Cet argent facile a aussi conduit des investisseurs à financer des entreprises-zombies – selon la terminologie américaine – incapables de couvrir leurs coûts de fonctionnement, mais laissant entrevoir d'intéressants gains spéculatifs. Uber par exemple a (ou du moins avait) une capitalisation boursière de plusieurs dizaines de milliards, sans jamais avoir dégagé le moindre bénéfice. Cette société n'en est pas moins parvenue à emprunter toujours davantage pour continuer à se développer. De telles entreprises, beaucoup plus nombreuses qu'on ne l'imagine, sont évidemment d'une grande fragilité. Les investisseurs ont des raisons de s'inquiéter lorsque se produit un recul des activités comme c'est le cas actuellement. Efficience des marchés? Comportement rationnel des acteurs? Ou plutôt mauvaise prise en compte des incertitudes et des anticipations?

Il faut rappeler ici que la doctrine économique dominante n'attache que peu d'importance à deux caractéristiques centrales de la vie économique (de la vie en général): les incertitudes et les anticipations. Le néolibéralisme repose sur trois concepts fondamentaux: les agents économiques ont toujours des comportements rationnels, les marchés sont efficaces et les prix intègrent

toutes les informations disponibles. Toute intervention extérieure ne peut donc que perturber le fonctionnement de cette belle mécanique.

La réalité est bien différente. Les structures économiques se modifient constamment. Ce qui était valable hier ne l'est plus aujourd'hui et le sera encore moins demain. Le monde est donc plein d'incertitudes qui conduisent les gens à constamment anticiper, c'est-à-dire à faire des paris qui peuvent être gagnants, mais aussi perdants.

Dans le contexte actuel, les mesures prises par les pouvoirs

publics sont justifiées. Pas de doute. Mais que penser de celles annoncées par les banques centrales qui se sont engagées à mettre elles aussi des milliers de milliards de dollars pour rassurer les «investisseurs» et les bourses? Pourtant la crise actuelle n'a rien de commun avec celle de 2008. Le problème, alors, était d'éviter un effet domino à la suite de la faillite de [Lehman-Brothers](#). Le mal était circonscrit au secteur financier. Les banques centrales étaient en mesure de fournir les soutiens nécessaires.

Il n'empêche. Ce même secteur

est aujourd'hui également l'objet de toutes les attentions. Les banques centrales se mettent à nouveau en quatre pour le rassurer et veiller à ce que les affaires et les spéculations puissent continuer de se dérouler, la parenthèse coronavirus étant close, comme si rien ne s'était passé.

C'est probablement le principal enseignement que l'on peut tirer des événements actuels. Le monde, par quelque bout qu'on l'envisage, a laissé la finance prendre le dessus. Ce n'est pas demain la veille que la situation changera. Surtout si l'on fait tout pour qu'elle ne change pas.

## Assainir les bâtiments non seulement ici, mais aussi dans de grands pays

La Suisse pourrait devenir un modèle dans l'immobilier et en démultiplier l'effet par la coopération internationale

---

Jean-Daniel Delley - 29 mars 2020 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/36278>

L'urgence absolue que nous impose la pandémie ne doit pas occulter celle que représente le réchauffement climatique. Si les effets dévastateurs du second nous paraissent plus éloignés dans le temps, les actions à mener pour y faire face relèvent tout autant de l'urgence.

En matière d'émissions de CO<sub>2</sub>, la Suisse n'est certes qu'un acteur marginal: moins de 0,1% du total des émissions mondiales. Cet état de fait ne

justifie pourtant pas l'inaction ([DP 2278](#)). Si l'on tient compte des [émissions dispersées à l'étranger](#) dans le processus de fabrication des produits que nous importons, cette part augmente d'au moins 50% mais reste toujours de peu d'importance.

Comment la Suisse, au-delà de ses devoirs domestiques, peut-elle influencer le volume des émissions de la planète, notamment celles des principaux émetteurs comme la

Chine, l'Inde et les Etats-Unis? Une [contribution de foraus](#), le *think tank* suisse de politique étrangère, tente de répondre à cette question.

Dans ces pays, seules des technologies bon marché sont susceptibles de contribuer de manière significative à une réduction des émissions. A titre d'exemple, l'auteur mentionne le soutien massif à l'énergie solaire au cours des 20 dernières années. La réduction des coûts qui en a résulté a

provoqué un boom du solaire, en particulier en Chine et en Inde.

L'auteur suggère que la Suisse développe une politique modèle qu'elle pourrait diffuser au-delà de ses frontières. Mais au lieu de trop embrasser, cette politique devrait se concentrer sur un seul domaine, en l'occurrence celui des bâtiments, responsable de 40% des émissions globales. Par ailleurs, l'immobilier obéit à un cycle de renouvellement très long - taux annuel de rénovation de 1% - ce qui impose d'agir sans tarder. Enfin, notre pays dispose de compétences reconnues en matière d'efficacité énergétique et de constructions autosuffisantes.

Premier volet: des bâtiments neufs climatiquement neutres et l'assainissement des

constructions existantes dès 2023. Les taxes prévues par la nouvelle loi sur le CO<sub>2</sub> - 500 millions à un milliard de ressources nouvelles - devraient suffire à financer subventions et garanties.

Deuxième volet: un programme de recherche visant à mettre à disposition de la communauté internationale les technologies propres à lutter contre les dérèglements climatiques. L'auteur pense en priorité à l'industrie cimentière, un secteur très polluant qui, à l'instar du trafic aérien, n'a pas encore trouvé de solutions pour décarboner son activité.

Troisième volet: une action internationale qui elle aussi devrait se concentrer sur un ou deux pays et porter sur le domaine bâti. A disposition chaque année quelque 600 millions prévus pour le

[financement international du climat](#) et plus de 600 millions versés à titre de contribution volontaire par les importateurs de carburant (10-12 centimes par litre payés par le consommateur), des sommes actuellement investies dans plus d'une dizaine de pays pour des projets de tous genres. Plutôt que plusieurs administrations et lobbyistes s'activent dans tous les domaines et un peu partout, se concentrer sur un secteur prioritaire et en confier la gestion à une plateforme interdépartementale.

La mise en œuvre de ces trois volets devrait permettre de proposer rapidement un modèle d'action visible et concret. Si la riche Helvétie n'est pas en mesure d'instaurer sans tarder la neutralité climatique de ses bâtiments, qui d'autre le fera, conclut l'auteur.

## Les inégalités sociales appellent une réduction différenciée des déplacements

La difficile mise en œuvre de la transition climatique dans le domaine de la mobilité individuelle

Michel Rey - 26 mars 2020 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/36265>

La mobilité est un bon révélateur des inégalités sociales. *«Que ce soit en termes de formation ou de revenu, ceux qui ont les niveaux les plus élevés passent plus de temps à se déplacer, vont plus vite et effectuent de plus grandes distances.»* Si

cela peut être un avantage pour l'emploi, c'est un problème pour la transition climatique.

C'est une [enquête française](#) sur la mobilité et les modes de vie, menée au printemps 2019 auprès de plus de 13'000

personnes, qui le révèle. Elle cherchait à comprendre la place réelle des déplacements dans la vie des Français (hors vacances).

Les activités contraintes, imposées par le travail et la vie quotidienne, représentent le

plus de temps et de distance en déplacements quotidiens. Sans surprise, c'est donc le travail qui entraîne le plus de déplacements (41% du temps et 45% des kilomètres).

La manière dont on se déplace pour le travail révèle ainsi une relation de classe ambivalente et renvoie à des pratiques professionnelles très différentes en fonction du niveau d'étude et encore plus de revenus. Plus ce double niveau est élevé, plus on se déplace rapidement: on passe de 40 à 64 km/h. Résultat, on parcourt davantage de kilomètres tout en consacrant moins de temps à se déplacer.

Ce constat confirme les résultats de l'étude d'un centre d'expertise sur les risques environnementaux menée en 2012 ([DP 2063](#)). Une étude qui affirmait que 20% des Français seraient responsables de 60% des émissions dues aux déplacements.

## **La pratique des déplacements en Suisse**

Le constat est-il pertinent pour la [Suisse](#)? Notre pays, de plus petite dimension, est doté d'un réseau de transports publics plus attractif. Son marché du travail est plus robuste et plus diffus dans le territoire. Les distances sont évidemment moins longues pour les pendulaires et la densité ferroviaire diminue l'attractivité de la voiture. Mais le temps consacré aux déplacements ne cesse de croître. En 2015, les habitants de la Suisse ont parcouru en

moyenne près de 37 kilomètres par jour sur le territoire national, ce qui leur prenait 90 minutes. Les loisirs représentent le principal motif de déplacement, avec une part de 44% des distances contre 22% pour le travail. Des déplacements qui ont tendance à privilégier la voiture.

En Suisse, les transports sont les plus gros consommateurs d'énergie, plus importants que les ménages et l'industrie. En 2017, la mobilité consomme 36% de l'énergie finale. Et, s'agissant du CO<sub>2</sub>, les voitures de tourisme provoquent 75% des émissions imputables aux transports.

En matière de déplacement, il y a des similitudes avec la France. Selon les statistiques de la mobilité pour l'année [2018](#), les distances journalières particulièrement longues sont accomplies par les jeunes adultes de 18 à 24 ans, tout comme par les personnes vivant dans un ménage à revenu élevé. Les personnes faisant partie d'un ménage disposant d'un revenu mensuel de 12'000 francs et plus parcouraient en 2015 une distance journalière de 51,6 kilomètres, contre 22,5 pour les personnes ayant un revenu inférieur à 4'000 francs par mois et 36,1 jusqu'à 8'000 francs. Le [trafic aérien](#) révèle des différences de comportement analogues.

La statistique se limite aux niveaux de revenus, mais on peut sans autre faire l'hypothèse que ces niveaux de revenu correspondent à des

personnes avec une formation supérieure.

## **Rationner les déplacements: oui mais comment?**

Les responsables de l'enquête française plaident pour une politique progressive et différenciée de rationnement des déplacements carbonés. Ils estiment vain de vouloir diminuer les émissions en misant seulement sur des modes actifs (marche et vélo) et les changements de comportement individuels.

Il s'agit de limiter la mobilité des plus riches et des plus diplômés en instaurant un contingentement des déplacements au moyen d'un «*crédit mobilité carboné*» individuel. Une mesure efficace qui devrait établir une plus grande égalité entre les personnes.

Solution apparemment facile à comprendre et à justifier. Mais comment calculer et attribuer le quota de déplacements quel que soit leur type? La difficulté principale réside, à nos yeux, dans la mise en œuvre, en particulier celle des contrôles. A moins de mettre en place sous l'égide de l'Etat un système de traçage de nos déplacements. Avec tous les problèmes de confidentialité des données que cette procédure implique. On pourrait le confier à Google...

Il est difficile d'envisager un tel rationnement en Suisse. Aucune disposition n'est prévue pour freiner les

déplacements, mises à part les incitations à utiliser les transports publics et à pratiquer la mobilité douce. Seule une augmentation significative du prix de l'essence est de nature à modifier les comportements. Mais comment l'envisager sans prévoir des mesures pour tenir compte des inégalités sociales?

On rappellera les [résistances](#) autour de la réduction voire la suppression des déductions fiscales pour les déplacements professionnels. Il s'agit pourtant d'appliquer le principe du pollueur-payeur. Sans oublier que la mobilité est à la fois un choix et une

contrainte. Est-il possible d'introduire une tarification de la mobilité moyennant des mesures sociales de correction des inégalités?

La mobilité n'est qu'un volet des incidences de notre [niveau de vie](#) qui devra être remis en cause pour affronter la crise climatique.

## Informatique et mondialisation: la course ou la vie

Une réflexion sur la folle accélération des temps

Carole Lambelet - 27 mars 2020 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/36270>

Il avait fallu plus de 20 ans, au 19e siècle, pour que le vibron du choléra, apparu dans le golfe du Bengale dans les années 1810, atteigne l'Europe. Il a fallu seulement quelques semaines pour que le coronavirus fasse le trajet Wuhan-Europe. Avec l'informatique mondialisée, lorsqu'un système s'emballe, tous les autres systèmes attrapent le vertige.

Qui, à ce jour, n'a pas mesuré la profondeur de la révolution déclenchée par l'informatique? Si rapide qu'elle transforme entièrement la marche de la société humaine... et la survie de notre planète? En comparaison, la fameuse révolution industrielle n'était que galop d'essai.

La révolution numérique a bouleversé jusqu'aux racines de l'économie et renversé un nombre appréciable de

mécanismes économiques donnés pour fondamentaux pendant des siècles. Pour exemple, cette découverte: mieux vaut produire à côté des consommateurs pour éviter un trop long cheminement des marchandises, donc des coûts inutiles.

Voilà des années que, informatique aidant, se poursuit la course au repérage des localisations à bas salaires, des entités politiques à fiscalité douce voire accueillante et des grands réservoirs de consommateurs. La numérisation permet de lier les informations en gerbes cohérentes, de modeler les goûts et les modes, de maîtriser les coûts, de calculer les routes au plus juste, de travailler en flux tendus, d'éviter l'entreposage, d'accélérer la production, de la déplacer à loisir, de la transformer en un clin d'œil, de

mettre en concurrence aiguë les fournisseurs de services et de composants, d'installer les humains sous le joug de la production à bas prix, etc.

L'économie a toujours eu tendance à se mondialiser et c'est sur ce front que l'informatique a enclenché le grand bond en avant, avec un rythme et une rapidité qui rendent groggy.

Le processus aboutit à un tableau d'une mobilité folle. Il faut non seulement transformer les gestionnaires et collaborateurs en migrants perpétuels, mais aussi multiplier les moyens de transport et leur rapidité: voir ce que sont devenus les transports aériens et maritimes, sans oublier le camionnage.

Par ailleurs, l'apparition de multiples aires, grandissantes,

de libre circulation non seulement des marchandises mais aussi des personnes et de la finance découle également de l'usage de l'informatique. On peut agrandir ces aires, car les protocoles de contrôle se font plus rapides, plus fouilleurs et plus englobants. Exemple: l'espace Schengen.

En d'autres termes, mondialisation et informatique ont partie totalement liée aujourd'hui et se nourrissent l'une l'autre en un cercle infernalement vicieux. L'informatique a également permis d'inventer la «*financiarisation*» de l'économie, un jeu globalement et socialement stérile pour la majeure partie de l'humanité.

En fin de compte, l'économie, la société, la vie même sont lancées dans une course vertigineuse. Une course devenue incontrôlable? On avait bien craint l'effondrement

d'une partie du système, entraînant de proche en proche l'annihilation de pans entiers de l'échafaudage (par exemple, pannes des contrôles aériens, bug millénariste). Mais seuls quelques esprits critiques issus de milieux concernés (OMS, entre autres) ou quelques [chercheurs](#) affûtés avaient redouté l'irruption d'une pandémie débouchant sur l'état zéro de l'économie et avaient préparé divers protocoles de réponse.

D'aucuns se disent heureux que l'informatique aide à combattre l'actuelle pandémie de coronavirus. Disons que si l'informatique aide quelque peu à endiguer une pandémie due à l'emploi aveugle de l'informatique, c'est bien la moindre des choses et ce n'est que justice. Précisons par ailleurs que nous sommes ici en face de l'éternel problème de la «*machine*». Une machine est

neutre. Ce qui peut la rendre dangereuse, c'est l'usage qui en est fait.

Sans le chapeautage de l'autorité publique, il eût été impossible d'organiser la bonne réponse à la pandémie. Il est donc à espérer que cette catastrophe redonne enfin une chance au politique de dire son mot à côté de l'économique. A voir s'il va le faire et peut-être encourager quelques réformes.

Mais le politique va-t-il soutenir ce retour sur la production locale dont nous avons un besoin si urgent? Ou bien les puissances financières et transnationales («*too big to fail*») vont-elles réussir à tuer la vague Greta Thunberg? Sans regret ni repentance de leur part? Tant il est vrai, comme l'a écrit Alastair Campbell, ancien chef de la communication de Tony Blair, que nous vivons aujourd'hui dans [«un monde post-vergogne»](#).

## Expresso

Les brèves de DP, publiées sur le site dans le Kiosque

### Quand Tamedia protège ses profits du covid-19

Plus préoccupé de préserver sa confortable marge bénéficiaire que de solidarité, Tamedia décrète le chômage partiel et en appelle à l'argent public. [Signez ici](#) l'appel lancé par des personnalités des médias et de la politique à Pietro Supino, président du Conseil d'administration du Groupe TX. | *Rédaction - 28.03.2020*



Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur [domainepublic.ch](#) pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

## Index des liens

### **La crise sanitaire est aussi économique**

<https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/seco/nsb-news.msg-id-78495.html>

<https://www.nytimes.com/2020/03/16/opinion/coronavirus-economy-debt.html>

[https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/03/18/coronavirus-ce-puits-sans-fond-affole-les-analystes-financiers\\_6033487\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/03/18/coronavirus-ce-puits-sans-fond-affole-les-analystes-financiers_6033487_3232.html)

<https://www.derbund.ch/wirtschaft/konjunktur/diese-krise-ist-wie-lehman-nur-gefaehrlicher/story/26168644>

### **Assainir les bâtiments non seulement ici, mais aussi dans de grands pays**

<https://www.domainepublic.ch/articles/36234>

<https://www.bafu.admin.ch/bafu/de/home/themen/thema-wirtschaft-und-konsum/wirtschaft-und-konsum--daten--indikatoren-und-karten/wirtschaft-und-konsum--indikatoren/indikator-wirtschaft-und-konsum.pt.html/aHR0cHM6Ly93d3cuaW5kaWthdG9yZW4uYWRtaW4uY2gvUHViG/ljL0FlbURLdGFpbD9pbmQ9R1cwMTYmbG5nPWRLJIN1Ymo9Tg%3D%3D.html>

<https://www.foraus.ch/fr/posts/schweizer-klimapolitik-mehr-mut-zum-fokus/>

<https://www.srf.ch/news/schweiz/bis-600-millionen-dollar-fuer-klimaschutz-in-entwicklungslaendern>

### **Les inégalités sociales appellent une réduction différenciée des déplacements**

<https://fr.forumviesmobiles.org/projet/2019/01/07/enquete-nationale-mobilite-et-modes-vie-12796>

<https://www.domainepublic.ch/articles/26997>

<https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/mobilite-transport.html>

<https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/mobilite-transport/transport-personnes/prestations.html>

<https://www.workzeitung.ch/2020/03/flugticketabgabe-mehrheit-der-bevoelkerung-profitiert/>

<https://www.admin.ch/gov/fr/start/dokumentation/medienmitteilungen.msg-id-56510.html>

<https://www.heidi.news/articles/en-suisse-l-empreinte-carbone-depend-davantage-des-revenus-que-de-l-habitat-rural-ou-urbain>

### **Informatique et mondialisation: la course ou la vie**

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/quand-les-militaires-envisageaient-le-risque-de-pandemie-20200319>

[https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/08/09/trump-et-johnson-ont-en-commun-d-avoir-su-tirer-profit-d-un-monde-de-post-verite-et-de-post-vergogne\\_5497879\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/08/09/trump-et-johnson-ont-en-commun-d-avoir-su-tirer-profit-d-un-monde-de-post-verite-et-de-post-vergogne_5497879_3232.html)

### **Espresso**

<https://act.campax.org/petitions/crise-corona-la-marge-beneficiaire-au-lieu-de-la-solidarite>